

Attentat du 6 avril 1994 : révélations sur les capacités militaires des FAR et le rôle de l'Akazu

Igihe, 6 avril 2026

De nouveaux éléments historiques et témoignages continuent d'éclairer les circonstances de l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, abattu le 6 avril 1994 à Kigali, un élément déclencheur du génocide contre les Tutsi.

Contrairement à certaines thèses affirmant que les Forces armées rwandaises (FAR) ne disposaient pas d'armes capables d'abattre un avion, un rapport confidentiel de la Central Intelligence Agency (CIA) indique que ces forces possédaient 35 pièces d'armement antiaérien ainsi que 15 missiles, dont certains fabriqués en France. Selon ce document, l'avion présidentiel aurait été abattu par des militaires extrémistes hutu, en majorité issus de la garde présidentielle.

Ces révélations sont corroborées par d'autres sources indiquant que l'armée rwandaise, après avoir constaté sa vulnérabilité, avait entamé dès 1992 des démarches pour acquérir des systèmes de défense antiaérienne plus performants, dans un contexte de guerre contre les forces du Rwandan Patriotic Army, engagées dans une offensive depuis octobre

1990.

Face aux revers militaires, le colonel Laurent Serubuga, alors chef d'état-major adjoint, avait alerté le ministre de la Défense dans une note datée du 17 janvier 1992 intitulée « Possibilités des Moyens de Défense Aérienne et de Défense Anti-Aérienne », y soulignant les limites des équipements existants, incapables d'atteindre des avions évoluant à haute altitude.

Dans ce document, il expliquait que des unités envoyées à Ruhengeri et à Rusumo n'avaient pas réussi à intercepter des avions « en raison de leur altitude supérieure aux capacités des équipements disponibles », recommandant alors l'acquisition de missiles de type SAM-16, de fabrication russe, jugés adaptés aux besoins du pays.

Ces systèmes, précisait-il, pourraient non seulement atteindre des cibles à haute altitude, mais aussi être utilisés à partir de plateformes mobiles, notamment des véhicules légers.

Le colonel insistait également sur l'urgence de cet équipement, estimant que 12 lanceurs SAM-16 et 120 missiles seraient nécessaires,

en rappelant qu'une unité de tir standard se compose de quatre soldats utilisant des armes lourdes.

Les expertises menées en France (notamment le rapport des experts géomètres, acousticiens et balistiques remis aux juges Trévidic et Poux en 2012) ont formellement conclu que l'avion Falcon 50 a été abattu par des missiles de type SAM-16.



Mobutu aurait eu vent de menaces pesant sur le vol retour de Habyarimana depuis Dar es-Salaam, l'Akazu le considérant comme un « traître » depuis la signature des Accords d'Arusha

Une décision redoutée au sommet de l'État

Selon le journaliste d'investigation Andrew Wallis, auteur de l'ouvrage "Stepp'd in Blood : Akazu and The Architects of the Rwandan Genocide Against The Tutsi", le président Habyarimana envisageait, début avril 1994, de former un nouveau gouvernement plus inclusif, excluant une partie du cercle restreint de l'Akazu.

Le 4 avril 1994, il aurait ainsi chargé Enoch Ruhigira, chef de cabinet, de préparer la prestation de serment d'une nouvelle équipe gouvernementale composée de profils diversifiés, autres que les membres de l'Akazu.

Cette démarche aurait déclenché une fureur au sein de l'Akazu. Une réunion d'urgence aurait été convoquée, à laquelle aurait participé notamment le colonel Théoneste Bagosora, arrivé précipitamment de Gisenyi. Selon plusieurs témoignages, les discussions auraient porté sur un plan visant à éliminer le chef de l'État en abattant son avion à son retour de Tanzanie.

L'ancien gouverneur de la Banque nationale du Rwanda, Jean Birara, a confié à l'auteur que l'objectif de ce coup d'État était de transférer le pouvoir à trois officiers à la retraite membres de l'Akazu : Serubuga, Rwagafilita et Buregeya, qui, selon lui, nourrissaient un profond mécontentement à l'encontre de Juvénal Habyarimana.

Outre les enjeux politiques immédiats, plusieurs membres de ce cercle redoutaient la perte de leurs fonctions, de leurs avantages et de leurs ressources économiques. Ils craignaient également d'être tenus responsables des actes commis depuis 1973, redoutant de subir le même sort que les responsables de la Première République de Grégoire Kayibanda, dont nombre avaient été tués ou emprisonnés.

La nuit du 6 avril

Il est historiquement rapporté par plusieurs sources, dont des anciens proches du régime Habyarimana et des transfuges des

services de renseignement, que le président zaïrois Mobutu Sese Seko avait effectivement mis en garde Juvénal Habyarimana à propos d'un attentat qui le viserait.

Mobutu, grâce à ses services de renseignement (le SNI), aurait eu vent de menaces précises pesant sur le vol retour de Habyarimana depuis Dar es-Salaam.

Des témoignages indiquent que l'ancien président congolais aurait conseillé à Habyarimana de ne pas se rendre à cette réunion ou, du moins, de ne pas rentrer de nuit, le clan de la famille de l'épouse (l'Akazu) considérant Habyarimana comme un « traître » depuis qu'il avait signé les Accords d'Arusha (qui prévoyaient un partage du pouvoir avec le FPR).

Habyarimana décida d'ignorer ces avertissements.

Si Sagatwa et le clan de Kanziga étaient informés d'un attentat imminent, les avertissements n'étaient pour eux qu'une confirmation d'un plan déjà en marche, et non une alerte à prévenir.

Dans les heures qui ont suivi l'attentat, alors que le président revenait de Dar es-Salaam en compagnie de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira, la situation a viré au drame autour de la résidence présidentielle de Kanombe, où l'avion s'est écrasé après avoir essuyé des tirs de missiles.

Au moment du crash, il est rapporté que Agathe Kanziga se trouvait à son domicile avec son fils Jean-Luc et les enfants de Séraphin Bararengana. Elle aurait appris la nouvelle par son fils, revenu de l'extérieur.

Durant la nuit, elle aurait tenté à plusieurs reprises de joindre François Mitterrand, Mo-



Si Sagatwa et le clan de Kanziga étaient informés d'un attentat imminent, les avertissements n'étaient pour eux qu'une confirmation d'un plan déjà en marche, et non une alerte à prévenir

butu ainsi que l'ambassadeur de France, demandant à s'entretenir avec eux en privé.

Dans le même temps, des figures influentes comme Protais Zigiranyirazo, le major Aloys Ntabakuze Mpiranya et d'autres proches se seraient réunis, entamant l'élaboration de listes d'opposants considérés comme ennemis de l'Akazu. Des témoignages rapportent aussi que des membres de la famille présidentielle, religieuses, auraient encouragé l'élimination des Tutsi.

Parmi les premiers noms cités figurait celui de la Première ministre Agathe Uwilingiyimana, qui sera assassinée quelques heures plus tard. D'autres personnalités, telles que Lando Ndasingwa, Joseph Kavaruganda et le ministre Faustin Rucogoza, auraient également été ciblées.

Témoignages accablants

Plusieurs témoins décrivent une atmosphère de tension extrême. Suzanne Seminega, amie d'enfance de Kanziga, affirme avoir été choquée de constater que celle-ci participait activement à l'établissement de listes de personnes à tuer, au lieu de pleurer son époux au moment des faits.

Un chauffeur de taxi venu déposer la belle-sœur de l'ambassadeur Tharcisse Renzaho, également décédé dans le crash, a affirmé avoir entendu Kanziga crier : « Apportez-moi la tête d'Agathe Uwilingiyimana. »

Selon plusieurs témoignages, elle aurait exigé un fusil « R4 » pour se venger, arme qui se trouvait alors entre les mains de son fils Jean-Luc. Lors d'une prière, elle aurait appelé les milices Interahamwe à « éliminer

l'ennemi » et imploré que l'armée dispose d'armes en abondance.



Selon les expertises françaises de 2012, le Falcon 50 transportant Habyarimana a été abattu par des missiles SAM-16, équipements acquis sur l'initiative de l'armée rwandaise (FAR) deux ans plus tôt